

Des progrès et des reculs dans la défense de la Pachamama



Malgré l'engagement exprimé par le Gouvernement actuel en faveur d'une politique cohérente sur le changement climatique, le modèle mis en œuvre en Bolivie est axé sur le secteur de l'extraction. L'économie et les stratégies pour lutter contre la pauvreté sont basées sur la production du pétrole et du gaz, ainsi que sur la production minière. Le soutien du Gouvernement au système de crédits de carbone et l'initiative REDD ont généré de sérieux doutes en ce qui concerne la direction prise par l'administration Morales.

Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario (CEDLA)

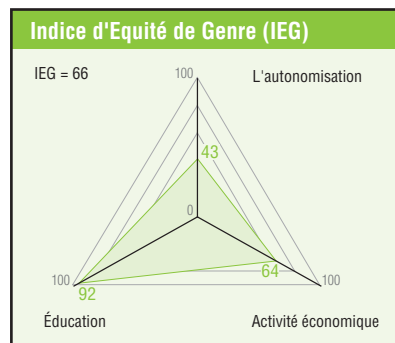
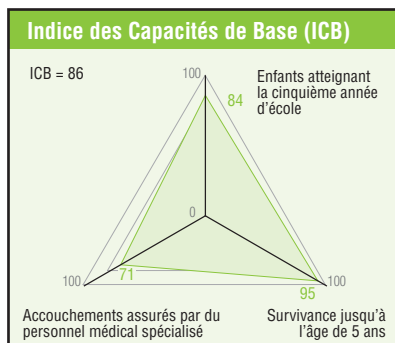
Wálter Arteaga

La Bolivie accueille une très grande diversité de cultures avec ses 36 peuples autochtones. La faune et la flore sont également d'une grande richesse. L'étendue des forêts tropicales du pays occupe la sixième place et la couverture boisée la quinzième place à l'échelle mondiale¹. Environ 80 % des terres boisées se trouve dans la région des plaines ou « basses terres » comprenant les 3 sous-régions Amazonienne, du Río de la Plata et du Gran Chaco, et coïncide avec les zones réservées aux populations autochtones.

Les politiques publiques du président Evo Morales reconnaissent que les forêts sont des écosystèmes stratégiques ; de même, la Bolivie est devenue, depuis la dernière décennie et sous le leadership d'Evo Morales, un des premiers pays à demander en toute urgence le développement intégral en harmonie avec la nature. Cela signifie, en effet, que la Pachamama, déesse mère des peuples autochtones andins, qui est une combinaison de la terre et de la nature, possède effectivement des droits.

Un pari douteux

Si le Gouvernement d'Evo Morales a exprimé son engagement en faveur d'une politique sur le changement climatique en accord avec sa ligne environnementaliste, le biais extractif du modèle mis en œuvre met en doute sa « véritable » adhésion aux principes du développement durable. Autrement dit, le pari gouvernemental est très incertain, étant donné la forte divergence entre le discours en faveur de la Mère Nature et la philosophie de « garantir le bien-être » et de promouvoir la croissance de la ligne extractive. La production pétrolière et l'activité minière sont devenues la base de l'économie nationale et des finances publiques², et l'élément crucial



permettant de réduire l'extrême pauvreté qui touche 60 % de la population³.

De fait, les données officielles traitées par le Centre d'études pour le développement du travail et de l'agriculture (CEDLA selon son sigle espagnol) permettent d'établir qu'au cours des cinq dernières années l'économie est devenue de plus en plus dépendante des exportations des matières premières. Les ventes à l'étranger des produits primaires des secteurs du pétrole, du gaz et de l'activité minière représentent près de 69 % des revenus de l'exportation, contrairement aux cinq années précédentes où la distribution était plus équilibrée et ces secteurs détenaient seulement 47 % de part du marché⁴.

L'analyse du CELDA soutient également que, lors de la dernière décennie, la croissance du produit national est allée de pair avec la reprise rénovée des industries de l'extraction d'hydrocarbures et de minerais. De 2001 à 2005, la croissance du PIB est liée notamment à l'augmentation de la production d'hydrocarbures, et en particulier du gaz naturel. En revanche, lors des quatre années suivantes (2006-2009), c'est l'activité minière qui prend la tête en atteignant un taux moyen annuel pendant cette période de plus de 20 %⁵.

Les plans officiels prévoyant d'installer des méga-barrages hydroélectriques dans l'Amazonie bolivienne pour exporter de l'électricité au Brésil,

avec la souscription aux projets routiers transocéaniques de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) et la pression pour monétiser la richesse forestière par le biais de l'exploitation du bois sont bien d'autres facteurs qui mettent en péril l'équilibre environnemental et écologique et les « droits acquis » par Mère Nature.

L'expansion des activités extractives, avec le dommage environnemental inévitable et l'impact socio-économique négatif sur les territoires et les communautés indigènes et paysannes montre que le discours du Gouvernement sur l'écologie et la protection des populations indigènes n'est que pure rhétorique ou que, tout simplement, les politiques de développement économique sont tout à fait inapplicables.

Le marché du carbone

L'un des défis de l'administration Morales est d'envisager la manière de développer une structure institutionnelle dans le cadre de la nouvelle Constitution Politique de l'État qui respecte les droits des communautés autochtones autonomes dans l'État plurinational. Cela permettra à la Bolivie d'être éligible pour les mécanismes d'aide économique ayant été mis en place pour les pays garantissant la préservation et la durabilité de leurs forêts. Ceci est particulièrement important si l'on considère le rôle majeur des forêts pour diminuer les indices de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, dénommé « la séquestration du carbone »⁶.

1 FAO, Global Forest Resources Assessment. Progress towards Sustainable Forest Management, (Italie : Forestry Paper N° 147, 2005).

2 Les données officielles révèlent que plus d'un tiers des revenus des gouvernements départementaux sont issus des bénéfices des hydrocarbures (35,6 % en 2005, 43,3 % en 2006 et 43,2 % en 2007), d'après CEDLA, *Les Préfectures n'utilisent pas les bénéfices des hydrocarbures pour le développement*, (La Paz : 2010).

3 Fundación Tierra. Cifras macroeconómicas no resuelven pobreza en Bolivia, *El Diario*, (6 juin 2011), <www.ftierra.org/ft/index.php?option=com_content&view=article&id=6267:rai r&catid=98:noticias&Itemid=175>.

4 CEDLA, Análisis del gasolinazo y de la política energética boliviana, (La Paz : 2011, inédit).

5 Ibid.

6 Kanninen, Markku, Secuestro de carbono en los bosques, su papel en el ciclo global, Dépositó de documentos de la FAO, <www.fao.org/DOCREP/006/Y4435S/y4435s09.htm>.

Le protocole de Kyoto a établi le mécanisme de dépollution connu sous le nom de « crédits carbone », comme mesure pour réduire ou éviter les émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement global. Chaque crédit équivaut à une tonne de CO2 n'étant plus émise ou étant absorbée par la végétation grâce au développement du boisement ou reboisement ; ces crédits reçoivent une valeur monétaire et peuvent par conséquent être vendus⁷.

Avec cette politique, la clé de la conception et de la portée des initiatives écologiques est de définir quels seront les mécanismes de distribution des compensations économiques issues de la séquestration de carbone. Ce système peut avantager les peuples autochtones et leur environnement ou, au contraire, favoriser le marché capitaliste. La question cruciale est de savoir qui paie les subventions, qui possède les droits des « crédits carbone » et quels en seront les bénéficiaires directs.

D'après la vision gouvernementale, ces compensations économiques devraient bénéficier des peuples autochtones et les communautés paysannes dans le cadre d'un État plurinational. Il est évident que ce système de bonus ne libère pas les pays industrialisés de leur obligation de diminuer leurs émissions de carbone, bien que malheureusement, à l'heure actuelle, beaucoup d'entreprises préfèrent acheter des crédits carbone plutôt que de réduire leurs émissions.

Pour que cette proposition soit viable, le pays devra adopter une nouvelle politique nationale des forêts lui permettant d'attaquer les causes du déboisement et de la dégradation, et envisager une stratégie spécifique pour ces mécanismes de compensation, connus sous le sigle REDD (réduction des émissions de carbone résultant du déboisement et de la dégradation de forêts). Pour construire une politique publique spécifique pour REDD, la Bolivie devrait aussi franchir des barrières institutionnelles, légales et politiques, y compris celles liées au développement de capacités des organisations nationales gouvernementales, des entités territoriales et de la société civile.

Le Programme national des changements climatiques sera un composant essentiel du schéma gouvernemental en termes de capacité et de finance-

ment. Un programme renforcé permettra la mise en place d'un système de contrôle des forêts et d'utilisation des sols. Par ailleurs, la mise à jour des niveaux de référence des émissions de carbone permettra d'élaborer un plan d'action visant la réduction des émissions produites par le déboisement et la dégradation des forêts.

L'analyse de la vision gouvernementale montre que cette stratégie implique d'autres défis et d'autres problèmes. Le Gouvernement devra :

- Impliquer et intégrer les communautés et les peuples autochtones dans ces initiatives.
- Laisser participer d'autres acteurs.
- Récupérer les connaissances et les expériences des initiatives REDD développées dans le pays.
- Promouvoir l'assainissement des terres et le cadastre rural.
- Définir les mécanismes de sorte que les bénéfices économiques du schéma soient gérés et administrés comme des investissements publics et utilisés pour améliorer les conditions de vie des communautés autochtones dans les zones où ces initiatives se concrétiseront.

Somme toute, la conception de cette stratégie permettra d'établir si le Gouvernement bolivien est loin ou près de mener à bien les postulats d'une cohabitation harmonieuse avec la nature et les possibilités réelles d'une « garantie du bien-être »⁸.

Perspectives et questions

L'examen détaillé des initiatives REDD révèle une série de coïncidences et de divergences par rapport à une perspective idéologique et à un modèle de développement qui s'inspire des pratiques et des savoirs des populations autochtones en misant sur la durabilité.

Voici quelques exemples de coïncidences :

- Les initiatives REDD encouragent la gestion durable des forêts.
- Grâce à ces initiatives les communautés indigènes auront l'opportunité de consolider leurs droits de possession sur leurs terres.

Et des exemples de divergences :

- Les initiatives REDD n'affecteront pas les causes directes de la dégradation forestière et de la déforestation.
- Elles créeraient des conflits axés sur les droits de possession des crédits carbone.

Les initiatives REDD ont aussi une dimension spatiale puisqu'elles concernent les politiques publiques qui régissent l'accès et l'utilisation des ressources forestières. En fait, ces initiatives sont une manière d'analyser l'intention politique du Gouvernement par rapport à l'exercice du droit sur les terres et les ressources naturelles des peuples et des communautés autochtones. Par conséquent, il est important de se demander dans quelle mesure les initiatives REDD contribueront au développement des économies communautaires autochtones en ce qui concerne trois aspects fondamentaux :

- La récupération du domaine ancestral du territoire par un gouvernement autonome.
- La redistribution des ressources et des moyens de production dans les territoires autochtones.
- L'administration et l'utilisation des ressources naturelles.

Plusieurs arguments ont été présentés à l'encontre de la mise en œuvre des REDD. Par exemple, celui d'affirmer que cette initiative est un mécanisme destiné à activer l'abattage illégal de forêts natives et l'établissement de plantations de monocultures, y compris l'utilisation d'arbres transgéniques. Ainsi, les REDD ne favoriseraient pas seulement la privatisation de l'atmosphère⁹, mais elles soumettraient également les forêts du Sud à de nouveaux types d'exploitation par des pollueurs ou par des spéculateurs du marché du carbone ou des services environnementaux¹⁰.

Cet argument repose sur la possibilité que tous les pays en voie de développement soient obligés d'appliquer ce mécanisme et, par conséquent, que les pays développés ne s'engagent pas suffisamment sérieusement pour lutter contre la réduction des émissions de gaz à effet de serre. ■

7 Sanz, David, Créditos de carbono, *Ecología verde*, (10 juillet 2010), <www.ecologiaverde.com/creditos-de-carbono>.

8 Le « Bien-être » est un paradigme de société durable. Voir <www.decrecimiento.info/2009/02/el-buen-vivir.html>

9 Pour connaître le concept de « Privatisation de l'atmosphère » voir : Barcena, Iñaki, Miñambres, Ignacio, Copenhague-2009, ¿fracaso de quién? , CONGD, <www.cvongd.org/showNews/52/244>.

10 ALAI, *REDD: Premio a la deforestación y usurpación masiva de territorios*, (2010), <calainet.org/active/41263>.